

Assemblée des États parties à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction

19 octobre 2011
Français
Original: anglais

Onzième Assemblée
Phnom Penh, 28 novembre-2 décembre 2011
Point 10 de l'ordre du jour provisoire
Examen de l'état et du fonctionnement d'ensemble de la Convention

Réalisation des objectifs du Plan d'action de Carthagène: rapport intérimaire de Phnom Penh, 2010-2011

**Soumis par le Président désigné de la onzième Assemblée
des États parties***

Section 3 **Assistance aux victimes**

IV. Assistance aux victimes

1. Au Sommet de Carthagène, tout en prenant note des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif de la Convention relatif à l'assistance aux victimes, les États parties se sont dits conscients du fait que les gains les plus notables avaient été obtenus au niveau de la réalisation des plans et des programmes, alors que ce que l'on attendait le plus de la Convention c'étaient des résultats concrets pour le quotidien des rescapés, des familles des personnes tuées ou blessées et de leur communauté¹. Les États parties ont déclaré qu'il restait des obstacles persistants à surmonter pour faire en sorte que l'amélioration de la compréhension de l'assistance aux victimes débouche sur des améliorations concrètes dans la qualité de la vie quotidienne des victimes des mines terrestres. À cette fin, les États parties ont fait part de leur détermination à fournir aux victimes des mines une assistance adéquate adaptée à l'âge et au sexe, en mettant en œuvre à cet effet une approche globale et intégrée comprenant les soins médicaux d'urgence et les soins prolongés, la réadaptation physique, le soutien psychologique et la participation à la vie sociale et économique, conformément au droit international humanitaire et aux instruments relatifs aux droits de l'homme applicables, de façon à leur permettre de participer pleinement et effectivement à la vie sociale, culturelle, économique et politique de leur communauté². Les États parties, et en particulier ceux qui avaient la responsabilité et la charge du bien-être d'un nombre important de victimes de mines terrestres, sont également convenus de redoubler d'efforts et de faire le maximum pour faciliter la réalisation de progrès tangibles en mettant en œuvre 11 actions spécifiques d'assistance aux victimes prévues dans le Plan d'action de

* Soumission tardive.

¹ Examen du fonctionnement et de l'état de la Convention: 2005-2009, par. 112.

² Plan d'action de Carthagène, par. 12.

Carthagène³. Depuis la dixième Assemblée des États parties, ces derniers ont poursuivi leurs efforts en vue de respecter les engagements qu'ils avaient pris au Sommet de Carthagène.

2. L'**Afghanistan** a indiqué que la Convention relative aux droits des personnes handicapées avait été adoptée par les deux chambres du Parlement et qu'elle était en attente de ratification. Il a aussi indiqué que de nouvelles lois relatives au handicap avaient été adoptées et qu'elles prévoyaient un modeste mécanisme de soutien aux personnes devenues handicapées des suites d'une guerre, y compris à cause de l'explosion de mines terrestres ou d'autres restes explosifs de guerre ou d'une attaque terroriste. L'Afghanistan a rappelé que son Plan d'action national global en faveur des personnes handicapées pour 2008-2011 touchait à sa fin et indiqué que des efforts étaient en cours pour élaborer des outils de nature à rationaliser les mécanismes de contrôle et de remontée de l'information. Ces outils seraient exploités non seulement dans le cadre du Plan d'action national mais aussi aux fins de l'établissement des rapports exigés en vertu de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et de la Convention sur les armes à sous-munitions. En outre, l'Afghanistan a signalé qu'il s'employait à inclure des activités ouvertes à tous et intégrées dans nombre de ses politiques et stratégies. De nouvelles stratégies étaient en cours d'élaboration au sein du Ministère de la santé publique dans les domaines du handicap et de la réadaptation ainsi que dans celui de la santé mentale. Le Ministère de l'éducation avait mis au point un plan de marche pour l'inclusion de méthodes pédagogiques propres à assurer à tous les enfants une éducation sans exclusive et adaptée à leurs besoins, en particulier pour les filles et les garçons handicapés. De nouvelles entités chargées de l'éducation intégrée et de l'éducation spécialisée avaient été constituées. D'autre part, le Ministère des travaux publics avait adopté une stratégie portant sur trois ans relative à l'accessibilité en milieu rural, qui visait à améliorer l'accès des personnes handicapées aux services. L'Afghanistan a également insisté sur l'importance de l'égalité des sexes et de l'accès à l'éducation de tous les enfants, dans des conditions d'égalité, principes qui étaient inscrits dans son système juridique.

3. L'**Albanie** a indiqué qu'un atelier national sur l'assistance aux victimes avait été organisé à la fin de l'année 2010 et que des représentants du Gouvernement, des autorités sanitaires locales, des donateurs et d'autres partenaires et organisations y avaient participé pour évaluer les progrès réalisés dans l'exécution du Plan national d'assistance aux victimes et discuter des besoins futurs. D'autre part, conformément au Plan d'action de Carthagène, des données et des statistiques détaillées concernant les victimes de mines terrestres et de munitions non explosées avaient été publiées en collaboration avec le CICR. En ce qui concernait les services de réadaptation post-traumatique offerts aux rescapés de l'explosion de mines terrestres et aux autres personnes pouvant avoir besoin de tels services, depuis la dixième Assemblée des États parties, au moins 60 amputés avaient bénéficié de travaux importants de réparation effectués sur leurs prothèses par l'atelier de prothétique de l'hôpital régional de Kukes ou de nouvelles prothèses fournies par cet atelier. En outre, dans le cadre du projet de rééducation post-traumatique et de réadaptation médicale (PMR), on continuait de fournir une assistance technique au personnel médical et la faculté de soins infirmiers de l'Albanie s'employait à améliorer et à mettre à niveau les capacités en matière de réadaptation aux échelons local et national. Enfin, l'Albanie a fait savoir que l'intégration sociale des garçons et des filles rescapés était l'une des priorités des activités d'assistance aux victimes et que 20 rescapés ou membres des familles avaient suivi une formation professionnelle et reçu une aide financière modeste pour créer de petites entreprises.

³ Plan d'action de Carthagène, actions n^{os} 23 à 33.

4. La **Bosnie-Herzégovine** a indiqué que, depuis la dixième Assemblée des États parties, un Conseil des personnes handicapées avait été créé et une loi sur la réinsertion professionnelle, la formation et l'emploi des personnes handicapées avait été adoptée. Cette loi créait de nouvelles possibilités d'intégration économique et sociale pour toutes les personnes handicapées. La Bosnie-Herzégovine a également fait savoir qu'un fonds pour la réinsertion professionnelle et l'emploi des personnes handicapées mis en place en Republika Srpska avait aidé à financer l'emploi de 201 personnes handicapées en 2010 et que l'objectif pour 2011 était de porter ce chiffre à 220.

5. Le **Burundi** a indiqué qu'un séminaire national sur l'assistance aux victimes avait été organisé au début de l'année 2011 afin de contribuer à l'élaboration d'un plan d'action national, dont une première version avait été établie lors d'une réunion de travail des experts techniques nationaux tenue à la suite du séminaire. Le plan, qui mettait l'accent sur les personnes handicapées, y compris les victimes de mines terrestres, avait été arrêté définitivement et adopté en avril 2011. L'exécution du plan et le suivi et l'évaluation des résultats suivaient une démarche globale et sans exclusive. De plus, conformément au Plan d'action de Carthagène, le plan national fixait des objectifs dans les domaines de la collecte de données, du renforcement des capacités, de l'accessibilité et de la sensibilisation. Les objectifs en matière de collecte de données étaient notamment de réaliser une enquête qualitative concernant les personnes handicapées et leurs besoins, de créer une base de données répertoriant les prestataires de services (avec l'indication de leur adresse), et d'ajouter la catégorie «personnes handicapées» dans les dispositifs de recensement actuels avant 2012. En matière de renforcement des capacités et de formation, les objectifs étaient notamment de former des secouristes parmi les villageois dans toutes les zones minées avant 2012, d'élaborer des plans d'évacuation d'urgence des victimes vers des centres spécialisés, de renforcer les capacités en matière de soins d'urgence et de réduire le coût des soins de longue durée pour les rescapés. En termes de disponibilité et d'accessibilité des services nécessaires, il s'agissait d'accroître la qualité des services et de les rendre plus accessibles dans au moins cinq provinces qui n'étaient pas encore dotées de tels services et d'améliorer l'accessibilité géographique aux services en faveur des victimes de mines et des autres personnes handicapées. Le plan national prévoyait aussi la fourniture d'une assistance psychosociale appropriée aux rescapés de l'explosion de mines terrestres et aux personnes handicapées dans les centres de soins et de réadaptation locaux.

6. Le **Cambodge** a indiqué qu'un atelier national sur la diffusion du texte du Plan d'action de Carthagène avait été organisé en août 2011 afin d'encourager la mise en œuvre du Plan et de sensibiliser les opérateurs concernés, les populations touchées et les personnes handicapées, y compris les victimes et les rescapés. D'autre part, depuis la dixième Assemblée des États parties, cinq sous-décrets avaient été adoptés aux fins de la mise en œuvre de la loi relative à la protection et à la promotion des droits des personnes handicapées et de diverses politiques en rapport avec le handicap, lesquels sous-décrets portaient sur l'organisation et la fonction du Conseil pour les personnes handicapées, l'organisation et le fonctionnement de la Fondation pour les personnes handicapées, le système de quotas d'embauche de personnes handicapées, la création d'un comité national de coordination pour les personnes handicapées, la politique d'appui local aux personnes handicapées démunies et la création d'une administration des droits des handicapés. Sur le plan international, le Cambodge était sur le point de ratifier la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Il était en train d'examiner les progrès réalisés dans l'exécution de son Plan national d'action pour les personnes handicapées, y compris les rescapés de l'explosion de mines terrestres ou d'autres restes explosifs de guerre, qui devrait s'achever à la fin de l'année 2011.

7. Le **Tchad** a indiqué qu'un plan national d'action en matière d'assistance aux victimes avait été élaboré pour une période de cinq ans et que celui-ci était en attente de validation par le Gouvernement, lequel avait créé un comité d'experts chargé d'examiner

les incidences financières du plan et d'élaborer des propositions en vue de son adoption. Le Tchad a également indiqué que des progrès avaient été faits dans la mise en place de mécanismes de coordination interministériels et intersectoriels dans le pays.

8. La **Colombie** a signalé l'adoption de la loi relative aux victimes et à la restitution des terres, qui visait à promouvoir la protection des enfants et des adolescents contre toutes les formes de violence et à leur assurer réparation. Le Programme de prise en charge psychosociale et de santé intégrale pour les victimes avait également été créé en vertu de cette loi. Afin de donner effet à la loi, les participants au programme de lutte antimines de la Colombie (PAICMA) s'étaient penchés sur les questions suivantes: réparations; emploi et indemnisation par voie administrative; systèmes d'information; prévention; protection et garantie de non-répétition; assistance, prise en charge et réadaptation. En conséquence de quoi, le Gouvernement a élaboré les documents suivants: a) un projet de décret réglementaire; b) un document directif qui formera la base du Plan national de réparation et d'assistance globale pour les victimes. En juin 2011, le Parlement a approuvé la loi relative à la réadaptation complète des membres des «forces publiques». Cette loi renforce les capacités du Ministère de la défense nationale dans le domaine de la réadaptation. La Colombie a également fait état des progrès réalisés en matière de collecte de données avec la création d'un Comité consultatif national pour le handicap en juin 2011 et l'intégration d'informations sur l'assistance aux victimes de mines terrestres et d'autres restes explosifs de guerre dans le Régime national du handicap. D'après les dernières données disponibles, 370 Colombiens ont été victimes de mines terrestres et d'autres restes explosifs de guerre entre janvier et août 2011, dont 120 civils et 250 membres des forces publiques. Cent personnes ont reçu une formation sur des questions telles que les droits des rescapés et de leur famille. La campagne nationale «Remángate» (Relevez une jambe de votre pantalon), qui visait à sensibiliser la population aux droits et aux besoins des personnes handicapées, a connu un grand succès. La Colombie a également indiqué qu'elle avait signé un accord avec l'Équateur aux fins de l'échange de bonnes pratiques dans le domaine du handicap.

9. La **Croatie** a indiqué qu'elle avait davantage pris en main la question à l'échelon national en créant un organisme national de coordination de l'assistance aux victimes de mines et de munitions non explosées, composé de représentants des secteurs gouvernemental et non gouvernemental. Cette entité, qui compte 19 membres, dont 5 représentent des organisations non gouvernementales, est chargée avant tout d'élaborer un plan d'action national d'assistance aux victimes de mines et de munitions non explosées, de créer une base de données unifiée sur les victimes de mines et de munitions non explosées et de veiller à ce que les mesures nécessaires soient prises pour prêter rapidement assistance aux victimes. Depuis la dixième Assemblée des États parties, le Plan d'action national d'assistance aux victimes de mines et de munitions non explosées pour 2010-2014 a été élaboré. Il a pour principal objectif d'améliorer la qualité de vie des personnes blessées par des mines et des munitions non explosées ainsi que celle des familles des victimes. Les domaines concernés sont les soins d'urgence et les soins prolongés, la réadaptation physique, l'appui psychosocial et l'intégration économique. Le Plan prévoit aussi la modification de certaines lois croates afin de les rendre plus conformes aux conventions internationales. Une base de données nationales unifiée sur les victimes de mines et de munitions non explosées est en voie de création et devrait faciliter le suivi du processus de réadaptation et de réinsertion des victimes dans la société.

10. La **République démocratique du Congo** a indiqué que, depuis la dixième Assemblée des États parties, le formulaire de collecte de données du Système de gestion de l'information pour la lutte antimines (SGILAM) avait été mis à jour afin d'améliorer les informations réunies sur chaque victime et que le formulaire avait été utilisé dans les provinces de Kinshasa, du Kasai oriental, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de Katanga au cours du premier trimestre 2011. D'autre part, en juin 2010, un plan stratégique national

d'assistance avait été adopté sous la supervision du Ministère des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité nationale à l'issue d'un processus d'élaboration sans exclusive et faisant intervenir toutes les parties prenantes à l'échelon national. La République démocratique du Congo s'employait à créer un comité de coordination interministériel présidé par le Secrétaire général aux affaires humanitaires, qui relèverait du Ministère des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité nationale et qui dirigerait les discussions sur la stratégie à suivre pour ratifier la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

11. **El Salvador** a indiqué qu'il s'était employé à mieux faire connaître le Plan d'action de Carthagène au niveau national par l'intermédiaire de son organe directeur pour les politiques relatives au handicap (CONAIPD). On avait amélioré le système d'information sanitaire (SIS) afin de pouvoir y consigner des informations sur l'accès à l'emploi, aux possibilités d'éducation, à la santé sexuelle et génésique, aux loisirs, au tourisme et à bien d'autres services.

12. **L'Éthiopie** a indiqué qu'au début de l'année 2011 une campagne d'information publique avait été menée dans les médias afin de mieux faire comprendre la question de l'autonomie des rescapés et de susciter une évolution de l'attitude du grand public. Le Ministère du travail et des affaires sociales avait créé un organe chargé de coordonner les travaux sur les questions relatives au handicap dans le pays. Composé de 11 bureaux régionaux et locaux ayant pour mission d'appuyer la fourniture de services aux personnes handicapées, cet organe bénéficiait de l'aide d'organisations non gouvernementales locales et internationales. L'Éthiopie a également indiqué que sa Stratégie nationale de réadaptation physique, la Proclamation du droit à l'emploi des personnes handicapées et le Plan d'action national en faveur des personnes handicapées avaient tous été adoptés par le Conseil des ministres. En outre, en avril 2011, la Chambre des représentants des peuples avait adopté une nouvelle loi sur les retraites qui prévoyait des dispositions spéciales pour le conjoint survivant d'une personne retraitée si celui-ci était handicapé. L'Éthiopie a également indiqué que le Ministère du travail et des affaires sociales et le CICR collaboraient à un programme de formation de techniciens orthopédiques qui devrait former 24 jeunes étudiants issus de différentes régions du pays. En outre, l'Éthiopie avait mis en place plusieurs programmes de réadaptation à l'échelon local et créé un Centre national de réadaptation dans le cadre du projet de démobilisation et de réintégration d'urgence. D'autre part, d'avril à juin 2011, l'UNICEF avait procuré des fournitures à plus de 350 orphelins et enfants vulnérables handicapés. Enfin, l'Éthiopie a signalé que certains ministères n'avaient pas encore signé l'arrêté n° 624/2009, qui portait sur l'accessibilité physique des bâtiments.

13. **La Guinée-Bissau** a indiqué qu'elle avait adopté des lois contre la discrimination et qu'un accord avait été trouvé au sein du Ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la pauvreté en vue de définir le budget à allouer aux personnes handicapées. La Guinée-Bissau fournissait une assistance médicale et médicamenteuse, un appui psychosocial et une formation professionnelle aux jeunes victimes. En outre, elle s'employait à renforcer davantage la législation en faveur des personnes handicapées. La Guinée-Bissau a indiqué qu'un centre de réadaptation physique avait été rénové avec le soutien financier de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et du CICR.

14. **L'Iraq** a indiqué que le Ministère de la santé avait commencé à mettre en œuvre un projet national de recensement des personnes handicapées, qui avait pour but de recueillir des informations sur le nombre et le type de handicaps présents dans le pays ainsi que sur leurs causes et de faire fond sur ces renseignements pour planifier et développer les services. En outre, en septembre 2011, le deuxième séminaire national sur l'assistance aux victimes et le handicap avait rassemblé des représentants des ministères compétents, à divers niveaux, afin d'analyser la situation et de fixer des objectifs spécifiques,

quantifiables, précis, réalistes et assortis de délais dans six domaines relatifs à l'assistance aux victimes – à savoir les soins médicaux d'urgence et continus, la réadaptation physique, la réintégration psychosociale, la réintégration socioéconomique, la collecte de données et les lois et politiques – destinés à être intégrés dans le premier plan national en faveur de l'assistance aux victimes et aux personnes handicapées.

15. Le **Pérou** a rendu compte d'activités de sensibilisation menées au sujet du Plan d'action de Carthagène, sous la forme de campagnes réalisées par le Conseil consultatif national pour l'intégration sociale des handicapés (CONADIS). Grâce à la diffusion de spots télévisés et radiodiffusés et à l'ajout d'informations aux factures d'eau, de gaz et d'électricité envoyées à 1,3 million de foyers, les Péruviens avaient été informés des règles et règlements en vigueur en matière de handicap et des droits des personnes handicapées. Une campagne intitulée «Respectez mon espace» avait également été lancée afin de sensibiliser davantage la population. Le Pérou a rappelé que le Plan d'égalité des chances pour les handicapés avait été lancé pour la période 2009-2018 et qu'un nouveau comité avait été créé afin de contrôler le respect de l'objectif de 3 % d'employés handicapés dans les entreprises publiques. De nouvelles infractions et pénalités avaient été définies pour les cas de non-respect de la loi générale sur les personnes handicapées. Une nouvelle réglementation relative à la loi sur la promotion de l'accessibilité avait également été approuvée en ce qui concerne l'accès des personnes handicapées à Internet et aux téléphones publics. Le Pérou a également indiqué que son programme national de lutte antimines (CONTRAMINAS) avait organisé un événement parallèle lors de la dixième Assemblée des États parties afin de faire connaître les progrès réalisés par le Pérou dans l'assistance aux victimes de mines antipersonnel. En outre, CONTRAMINAS, avec l'appui de partenaires internationaux, s'employait à mettre à jour les informations disponibles sur les victimes afin d'y inclure des renseignements supplémentaires ainsi qu'une évaluation des besoins. La base de données de CONTRAMINAS sur les victimes faisait état de 334 victimes, dont 141 civils, 118 soldats et 75 policiers. CONTRAMINAS participait également à des évaluations médicales réalisées dans deux provinces péruviennes (Junín et Lima), où plus de 50 personnes avaient reçu des soins médicaux, y compris la fourniture de prothèses. En outre, CONTRAMINAS poursuivait la mise en œuvre de projets de réintégration sociale et économique destinés aux rescapés de l'explosion de mines terrestres et aux familles des victimes de telles explosions qui étaient décédées.

16. La **Serbie** a indiqué que le Ministère du travail et de la politique sociale avait été désigné comme autorité décisionnelle en matière de fourniture d'un appui financier et d'une protection aux citoyens serbes ayant été blessés du fait de conflits armés ou de restes de guerre sur le territoire serbe. En ce qui concerne la disponibilité et l'accessibilité de services appropriés pour les victimes de mines terrestres, tous les rescapés du pays étaient pris en charge par le système de santé serbe à tous les niveaux, y compris les soins d'urgence, le traitement, la physiothérapie et la fourniture de prothèses et orthèses.

17. Le **Tadjikistan** a indiqué que, depuis la dixième Assemblée des États parties, il avait fait traduire le Plan d'action de Carthagène et en avait fait usage à diverses occasions, notamment lors de réunions du groupe de coordination interinstitutions de l'assistance aux victimes, de camps d'été, des réunions avec les rescapés, de tables rondes et de la Journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines et l'assistance à la lutte antimines. La loi sur la protection sociale des personnes handicapées était entrée en vigueur au début de l'année 2011. Cette loi avait pour but de faciliter la création d'un conseil de coordination sur les questions relatives au handicap et contenait des dispositions sur l'accessibilité. En outre, les 14 et 15 décembre 2010, le Tadjikistan avait assisté à la première conférence inter-États sur la réadaptation psychosociale, tenue à Kaboul, et participé à une formation sur le soutien de pair à pair avec l'Association afghane des rescapés de l'explosion de mines terrestres (ALSO). Ces échanges bilatéraux avaient été bénéfiques pour les deux États. Une deuxième conférence inter-États sur la réadaptation

psychosociale avait eu lieu les 19 et 20 octobre 2011. En outre, le Tadjikistan a indiqué qu'il poursuivait ses efforts en vue de renforcer les compétences en langue anglaise et en informatique des associations de rescapés. Un appel à l'octroi de microcrédits avait été lancé pour la réintégration socioéconomique de 25 rescapés de l'explosion de mines terrestres et d'autres restes explosifs de guerre et l'association de personnes handicapées «Imkonyat» avait été sélectionnée pour mettre en œuvre le projet. D'autre part, en juillet 2011, un camp d'été avait été organisé pour la réadaptation de 25 rescapés. En outre, le Tadjikistan se préparait à réaliser une évaluation des besoins des victimes de mines terrestres et d'autres restes explosifs de guerre dans les zones touchées par les mines, avec comme principal objectif la création d'un système fonctionnel d'information sur les victimes qui réponde aux normes du SGILAM et devienne un mécanisme systématique et fiable au niveau des districts et des oblasts (régions).

18. La **Thaïlande** a indiqué que 19 personnes avaient été victimes de mines et d'autres restes explosifs de guerre entre octobre 2010 et septembre 2011, contre 23 l'année précédente. La Thaïlande avait lancé plusieurs projets de réadaptation à l'échelon local qui devaient jouer un rôle important dans la réadaptation physique, mentale et économique des victimes. Des activités de sensibilisation avaient été menées, essentiellement dans le cadre de projets de réadaptation locaux. Toutefois, la Thaïlande rencontrait toujours des difficultés pour s'assurer que les personnes handicapées s'inscrivaient pour bénéficier des prestations auxquelles elles avaient droit. Depuis la dixième Assemblée des États parties, un plan d'intervention pluri-institutions avait été élaboré à la suite de l'adoption de nouvelles lois sur les personnes handicapées. L'assistance aux victimes de mines terrestres avait alors été intégrée dans le plan d'action du Gouvernement. Les procédures d'approbation des prestations avaient été simplifiées et les victimes de mines terrestres pouvaient désormais accéder plus rapidement à une aide à la réadaptation et à la réintégration. La Thaïlande avait également développé de nouvelles relations de coopération avec la Chine à la suite de projets mis en œuvre avec succès avec la République démocratique populaire lao et le Burundi. La Thaïlande a rappelé l'existence de son Plan d'assistance aux victimes pour 2012-2016, présenté à la dixième Assemblée des États parties, et a souligné que ce plan venait compléter les efforts déployés à l'échelle mondiale pour mettre pleinement en œuvre le Plan d'action de Carthagène.

19. L'**Ouganda** a indiqué qu'il s'était employé à faire mieux connaître le Plan d'action de Carthagène dans le pays en le diffusant parallèlement à son Plan global d'assistance aux victimes de 2008 afin de faire mieux prendre conscience des liens entre les deux plans et d'expliquer les améliorations contenues dans le Plan global. Ces efforts avaient conduit à modifier le plan national afin de l'aligner sur le Plan d'action et sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées. La version révisée du plan couvrait la période 2010-2014. L'Ouganda prévoyait de commencer à évaluer les résultats obtenus et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du plan national au début de l'année 2014 et serait en mesure de rendre compte de l'avancement de ces travaux à la troisième Conférence d'examen. L'Ouganda était également en train de définir les moyens par lesquels il contrôlerait et évaluerait périodiquement l'exécution du plan afin de s'assurer que les activités avaient un impact concret sur la qualité de vie des rescapés de l'explosion de mines terrestres et des autres personnes handicapées. La pauvreté était l'un des principaux problèmes auxquels les rescapés et les autres personnes handicapées devaient faire face en Ouganda. C'est pourquoi l'Ouganda avait lancé deux grands projets. Le premier était un programme spécial d'aide financière mis en œuvre à l'échelle nationale qui visait à aider les personnes handicapées à acquérir les compétences nécessaires à l'obtention d'un emploi et à lancer une activité rémunératrice. Le deuxième consistait à développer le régime de protection sociale, dont l'un des volets prévoyait notamment le versement d'allocations d'invalidité aux personnes handicapées en situation de pauvreté chronique et à d'autres groupes vulnérables. L'Ouganda a également évoqué son action en faveur de la lutte contre

les inégalités entre les sexes, de l'insertion et de la non-discrimination dans le domaine de l'éducation des enfants handicapés.

20. Les Coprésidents du Comité permanent sur l'assistance aux victimes de mines et leur réintégration sociale et économique s'étaient également employés à faire progresser les efforts en matière d'assistance aux victimes en expérimentant de nouveaux moyens de tirer parti du programme de travail intersessions de juin 2011. Cette expérience avait été menée conformément à la décision prise à la dixième Assemblée des États parties de veiller à ce que, au cours de la semaine de réunions des comités permanents, du temps soit réservé à un examen plus approfondi de situations nationales ou à d'autres formes d'appui à la progression dans l'application du Plan d'action de Carthagène. Les Coprésidents avaient travaillé en groupe restreint afin de créer un cadre interactif propre à la tenue de discussions approfondies sur la coopération nécessaire pour résoudre les difficultés rencontrées par deux États parties (l'Afghanistan et l'Ouganda) qui: a) avaient déclaré qu'ils avaient à charge un nombre considérable de rescapés de l'explosion de mines terrestres; b) étaient en train de mettre en œuvre un plan d'action national d'assistance aux victimes et aux personnes handicapées; c) s'étaient portés volontaires pour que les travaux soient essentiellement axés sur eux à cette session expérimentale. À cette occasion, les représentants de l'Afghanistan et de l'Ouganda ont fait part de leur expérience dans la mise en œuvre de leur plan national et souligné les difficultés persistantes auxquelles ils faisaient face. Les Coprésidents ont remercié l'Afghanistan et l'Ouganda de s'être portés volontaires pour être les premiers pays à faire l'objet d'une attention particulière et ont fait observer que la session en groupe restreint avait permis un échange fructueux d'idées et de données d'expérience. D'autre part, les débats ciblés de ce type, avec la participation des experts compétents, pouvaient améliorer grandement la mobilisation et la collaboration à l'échelon national. Les Coprésidents ont également fait observer qu'il serait judicieux que les éventuelles futures sessions expérimentales soient centrées sur un petit nombre de domaines afin que les débats puissent être plus détaillés et que les résultats obtenus soient plus utiles.

21. En juin 2011, les Coprésidents du Comité permanent sur l'assistance aux victimes de mines et leur réintégration sociale et économique avaient annoncé la sortie d'une publication intitulée *Assisting Landmine and other ERW Survivors in the Context of Disarmament, Disability and Development*. Cette publication, commandée à l'Unité d'appui à l'application de la Convention par l'Australie, rassemblait plus d'une décennie de données d'expérience en matière d'assistance aux victimes de mines terrestres et d'autres restes explosifs de guerre. Les Coprésidents avaient souligné que la publication pourrait promouvoir la cohérence, la coordination et l'efficacité des efforts collectifs visant à mettre en œuvre les instruments pertinents du droit international humanitaire et les autres instruments relatifs aux droits de l'homme.

22. Au Sommet de Carthagène, les États parties avaient exprimé leur détermination à fournir aux victimes des mines une assistance adéquate adaptée à l'âge et au sexe⁴. Dans ce contexte, il avait été noté que certains États parties avaient fait rapport sur la question à la réunion de juin 2011 du Comité permanent sur l'assistance aux victimes de mines et leur réintégration sociale et économique. En outre, lors de l'ouverture de la réunion du Comité permanent, les Coprésidents avaient abordé la question des disparités hommes-femmes en rappelant aux autres États parties les obligations qui leur incombent en matière d'égalité des sexes en vertu du Plan d'action de Carthagène.

23. Les États parties avaient continué de prendre des mesures pour resserrer les liens entre les travaux relevant de la Convention sur les mines antipersonnel et les activités menées dans le domaine plus général du handicap, y compris celles visant à mettre en œuvre la Convention relative aux droits des personnes handicapées. À la réunion tenue le

⁴ Plan d'action de Carthagène, par. 12.

23 juin 2011 par le Comité permanent, M. Tom Shakespeare, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), avait été invité à présenter le *Rapport mondial sur le handicap*, publication qui fera date. M. Shakespeare avait souligné que ce rapport montrait que des politiques et des programmes novateurs pouvaient améliorer la vie des personnes handicapées et faciliter la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

24. Les liens entre les travaux menés au titre de la Convention sur les mines antipersonnel et les travaux menés sur la question du handicap avaient été mis en lumière au **Colloque de Tirana** sur la coopération et l'aide en matière d'assistance aux victimes, qui s'est déroulé du 30 mai au 1^{er} juin 2011. Le Président de la dixième Assemblée des États parties avait veillé à ce que des organisations telles que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, International Disability Alliance et International Disability and Development Alliance soient des intervenants clefs de cette manifestation. En outre, à la seizième session du Conseil des droits de l'homme, le 4 mars 2011, l'Unité d'appui à l'application de la Convention s'était adressée au Conseil afin de souligner que les États parties à la Convention sur les mines antipersonnel et ceux qui étaient parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées avaient des objectifs communs et pouvaient agir en étroite collaboration.

25. En marge des réunions de juin 2011 des comités permanents, les Coprésidents, avec l'aide de l'Unité d'appui à l'application de la Convention et le soutien financier de l'Australie, les Coprésidents avaient de nouveau organisé un programme destiné aux spécialistes de l'assistance aux victimes, en marge des réunions de juin 2011 des comités permanents, dans le cadre duquel la question de l'accessibilité avait été étudiée de manière approfondie. Les spécialistes s'y étaient penchés sur les fondements et la portée de l'accessibilité, avaient entendu des témoignages de la part d'États et de rescapés au sujet de l'accessibilité et avaient échangé des données d'expérience concernant l'application du Plan d'action de Carthagène dans le domaine de l'accessibilité.

26. Il a été noté que 126 États parties à la Convention sur les mines antipersonnel étaient également parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, dont 17 États parties ayant déclaré qu'ils avaient à charge un nombre considérable de rescapés de l'explosion de mines terrestres: Albanie, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Cambodge, Colombie, Croatie, El Salvador, Éthiopie, Jordanie, Mozambique, Nicaragua, Ouganda, Pérou, Sénégal, Serbie, Soudan et Thaïlande.
